

MILNER, Henry, *The Long Road to Reform: Restructuring Public Education in Quebec*. Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 1986. 170 p.

Wendy Johnston

Volume 41, numéro 1, été 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304538ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304538ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Johnston, W. (1987). Compte rendu de [MILNER, Henry, *The Long Road to Reform: Restructuring Public Education in Quebec*. Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 1986. 170 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 41(1), 102–104. <https://doi.org/10.7202/304538ar>

MILNER, Henry, *The Long Road to Reform: Restructuring Public Education in Quebec*. Kingston, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1986. 170 p.

Dans cet ouvrage un politicologue nous propose une analyse de la plus récente tentative de restructuration scolaire au Québec, soit celle amorcée en juin 1982 avec la parution du livre blanc du gouvernement péquiste. Professeur au Collège Vanier de Montréal et lui-même membre du Conseil exécutif du Parti québécois à l'époque du projet Laurin, Henry Milner s'intéresse depuis plusieurs années au dossier chaud de la réforme scolaire. Ce Québécois de langue anglaise, qui ne cache pas son appui pour les réformes préconisées par

le Livre blanc, nous en a déjà donné une analyse dans *La réforme scolaire au Québec*, paru en 1984. La nouveauté intervient cette fois-ci surtout vers la fin du livre, où Milner étend son enquête sur la signification de cette réforme pour suivre son évolution jusqu'en 1985, tout en s'efforçant de cerner de plus près les raisons de son éventuel échec.

L'auteur cherche à replacer la phase récente de réforme dans son contexte historique et socio-politique plus large, souci louable qui se traduit dans l'organisation du livre. Construite selon un plan à la fois thématique et chronologique, l'étude comporte neuf chapitres dont la moitié environ porte sur cet arrière-plan essentiel. Le premier chapitre fait un rappel historique des fondements structurels et juridiques de l'enseignement public au Québec depuis la Nouvelle-France jusqu'aux années 1950, tandis que le second porte sur les réformes majeures tant réalisées que ratées dans le domaine de l'éducation depuis la Révolution tranquille. Les chapitres 3 et 4 examinent tour à tour les dimensions linguistiques et religieuses de l'enseignement qui s'avèrent sources de controverse dans les années 1970. Une analyse des positions et du poids politique des forces en présence dans le débat scolaire à la fin des années 1970 nous est présentée au chapitre suivant. C'est au chapitre 6 que l'auteur expose enfin le contenu du livre blanc de Laurin, alors que les trois derniers sont consacrés à l'étude de la conjoncture et du climat de débat dans lequel le projet évolue au cours des mois, voire des années, qui suivent.

L'analyse de ce problème complexe est dans l'ensemble cohérente, nuancée et solidement appuyée par une documentation abondante qui comprend des rapports officiels, des résultats de sondages, et surtout la presse d'expression française et anglaise. La discussion de la période précédant la Révolution tranquille, basée sur des études existantes, n'innove pas et reproduit même à l'occasion une certaine tendance fâcheuse à dater tout mouvement dans le sens de «modernisation» à partir des années 1960. Toutefois, elle fait bien ressortir ce qui constitue depuis le 19^e siècle deux des obstacles majeurs à la modification des structures biconfessionnelles: le fort désir d'autonomie en matière d'éducation chez la minorité anglo-protestante, ainsi que les garanties ambiguës de la Constitution à l'égard des droits confessionnels en éducation. La réorganisation des commissions scolaires sur une base régionale ou linguistique est un projet politique débattu depuis la Révolution tranquille. Cependant, toutes les initiatives entreprises à cet effet, depuis les recommandations du rapport Parent en 1966, jusqu'aux efforts des gouvernements de l'Union nationale et du Parti libéral dans les cinq ans qui suivirent, n'ont pu avoir raison des forces conservatrices (les chefs de file anglo-protestants, certains catholiques traditionalistes, les garanties constitutionnelles).

Or, comme le démontre Milner, les pressions qui militent en faveur d'une telle restructuration scolaire s'intensifient lorsque le visage démographique et socio-culturel du Québec se transforme dans les années 1970. Étant donné l'augmentation importante de la population «allophone», les lois limitant l'accès à l'école anglaise et une certaine désaffection publique face au rôle de la religion dans les écoles, le système public à base biconfessionnelle s'avère de plus en plus lourd et anachronique.

À la différence des projets précédents, le Livre blanc de juin 1982 visait non seulement la déconfessionnalisation des structures mais aussi une transfor-

mation fondamentale des rapports de force, en déplaçant vers de nouveaux conseils d'école une large partie des pouvoirs de décision et de gestion alors confiés aux commissions scolaires, aux centrales syndicales et même au ministère de l'Éducation. Voilà, selon Milner, une dimension fort souhaitable qui permettrait à l'école de devenir le reflet de son milieu mais qui s'avère aussi source d'inquiétude et de menace aux intérêts établis.

Pourquoi le gouvernement s'est-il vu obligé d'apporter diverses modifications au projet qui en ont réduit la portée, aboutissant enfin à la loi 3, adoptée en décembre 1984, mais déclarée ultra vires par la Cour supérieure au printemps suivant? Milner invoque judicieusement plusieurs facteurs d'ordre conjoncturel et structurel pour expliquer l'échec du projet. La situation de récession économique et la désaffection politique — manifestée, entre autres, dans le conflit opposant les syndicats des enseignants au gouvernement — créent un climat peu propice aux changements radicaux. Malgré son parti pris évident en faveur de la réforme, l'auteur attribue également une partie de la responsabilité à l'erreur stratégique du gouvernement unissant le destin de la déconfessionnalisation à celui de la décentralisation. Ceci provoque alors l'opposition de presque toutes les commissions scolaires, ainsi que celle de certains groupes et individus auparavant en faveur de la restructuration, dont les syndicats des enseignants et certains journalistes et intellectuels. Mais, selon l'auteur, le livre blanc est surtout victime de ceux qui résistent traditionnellement à la déconfessionnalisation des commissions scolaires. Ces opposants forment une coalition puissante qui est pourtant peu représentative de la majorité de la population québécoise. La coalition comprend notamment l'ensemble des leaders anglo-protestants et des catholiques traditionalistes regroupés surtout au sein de l'Association des parents catholiques de Québec, groupe de pression qui existe depuis 1966. En conclusion, Milner compare cette phase récente de réforme scolaire avec celle de la Révolution tranquille et réaffirme son espoir de voir se réaliser la vision du livre blanc.

Ce livre qui s'adresse autant au grand public qu'aux spécialistes constitue donc un apport important et, jusqu'à maintenant, inégalé sur le problème épineux de la restructuration scolaire au Québec. Concis et clair, il comprend un index qui en facilite la consultation. Tous liront avec profit l'ouvrage de Milner pour comprendre le cheminement tortueux de cette réforme scolaire maintes fois avortée depuis les années soixante, mais qui risque, un jour ou l'autre, de réapparaître comme projet politique.